

T

ENDANCES

LOGEMENT

Le 8 février 2001, Volume 6, numéro 2

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Les mises en chantier en janvier rebondissent à 174 100

En janvier, 174 100 logements* ont été mis en chantier au Canada comparativement au niveau révisé de 145 000 logements enregistré en décembre. Il s'agit d'un gain de 20,1 %.

En milieu urbain, la hausse de la construction de logements collectifs (48,3 % à 76 800 logements) a propulsé les mises en chantier totales à un niveau que l'on avait pas vu depuis juin 1994. Les mises en chantier de logements individuels augmentaient de 5,8 % à 78 200 unités.

En janvier, la croissance des mises en chantier de collectifs a été spectaculaire dans plusieurs régions métropolitaines.

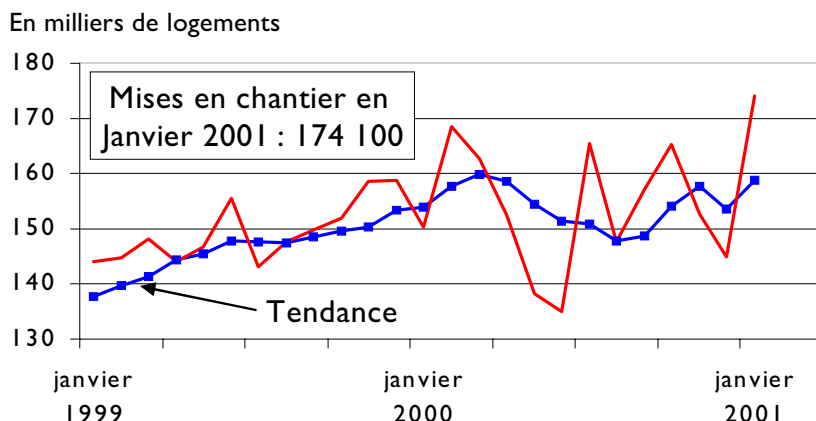
Pour les observateurs du marché de la construction neuve et de l'économie en général, il s'agit d'un soulagement qui vient confirmer que le marché de l'habitation est suffisamment robuste pour ne pas être entraîné à moyen terme par le ralentissement de l'économie nord-américaine.

Suite en page 2...

Dans ce numéro :

| | |
|--|---|
| L'année 2000 en rétrospective. | 2 |
| Le poids de la construction résidentielle dans l'économie canadienne. | 3 |
| Prévisions 2001-2002. | 4 |
| Coup d'oeil sur les risques en 2001. | 4 |
| Prévisions des taux hypothécaires. | 5 |
| Le déclin des mises en chantier rurales. | 5 |
| Demande de maisons neuves par gamme de prix. | 6 |
| Tableaux. | 7 |

Mises en chantier au Canada toutes régions, *DDA



Source : Tendances logement SCHL
*Données désaisonnalisées annualisées



AU COEUR DE L'HABITATION
Canada

Mises en chantier - Suite de la page 1

En janvier, toutes les régions affichaient une croissance d'au moins 10 % par rapport à décembre. Menée par la construction de logements collectifs à Vancouver, la Colombie-Britannique affichait les gains les plus considérables avec une augmentation de 73,4 % à 18 900 logements. Le bilan de l'activité dans les autres régions se lit comme suit : la région de l'Atlantique (33,8 % à 8 300 logements), l'Ontario (20,8 % à 79 600 logements), le Québec (16,3 % à 20 700 logements) et les Prairies (10,4 % à 27 500 logements).

Dans les grandes agglomérations urbaines, le nombre de mises en chantier, en données désaisonnalisées annualisées, a atteint 44 600 à Toronto, 10 900 à Montréal et 15 400 à Vancouver. Dans le cas de Vancouver, il s'agit du plus haut niveau depuis novembre 1997.■

Collaborateurs : Philippe Le Goff et Kevin Hughes

Renseignements :

Philippe Le Goff au 1-613-748-2933
ou plegoff@cmhc-schl.gc.ca

Abonnements: 1-613-748-2006 ou
<http://www.cmhc-schl.gc.ca/infomarche/magasin>

@Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2001.

Tous droits réservés. L'abonné est autorisé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement à se faire une copie électronique et une copie imprimée du présent document, à la condition toutefois que ce soit pour son usage personnel seulement. Il est donc interdit de reproduire, de modifier ou de redistribuer une partie quelconque de cette publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, à d'autres fins que celle qui est susmentionnée (notamment à des fins commerciales), sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

L'année 2000 en rétrospective : resserrement important des marchés

La croissance plus faible que prévue des mises en chantier, contraste avec le niveau record des prix et des transactions sur le marché de la revente. À cela s'ajoute un taux d'inoccupation locatif très bas.

- En 2000, 151 653 logements ont été mis en chantier au Canada, une hausse de 1,1 % par rapport au niveau 149 968 logements enregistré en 1999. Les mises en chantier en milieu urbain ont augmenté de 3,1 %, alors que celles en milieu rural ont diminué de 9,9 % à 20 601 logements (voir article en page 5).
- À l'échelle des dernières années, il s'agit d'une performance solide qui s'est appuyée sur un contexte extrêmement favorable. La croissance de l'emploi des dernières années a favorisé la formation de ménages et l'immigration internationale se relève toujours depuis le creux de 1998. La hausse du revenu disponible des ménages fut aussi au rendez-vous, soutenue par la robustesse du marché du travail et des allègements fiscaux. De plus, les taux hypothécaires ont atteint leur sommet en juillet à des niveaux ne mettant pas en péril l'accessibilité au marché, et depuis ce temps ils baissent. Enfin, le stock de logements neufs et existants inoccupés demeure très bas. Ces conditions prévalent toujours et les mises en chantier devraient rebondir plus fortement en 2001.■

Sommaire

| | 2000 | variation annuelle |
|--|------------|--------------------|
| Mises en chantier centres urbains | | |
| Prop-occupants | 92 281 | +3,5 % |
| Copropriété | 28 319 | -0,4 % |
| Locatif | 10 155 | +9,5 % |
| Total* | 131 052 | +3,1 % |
| Reventes | 336 414 | +0,4 % |
| Prix de revente moyen S.I.A. | 164 386 \$ | +4,0 % |
| Taux d'inoc. locatif | 1,6 % | |

Source : Tendances logement SCHL

*Le total urbain inclus les mises en chantier en coopérative et de marché visé inconnu.

Le poids relatif de la construction résidentielle dans l'économie

Malgré son déclin depuis près de 40 ans, la construction résidentielle demeure un indicateur socio-économique de premier plan pour les entreprises et les gouvernements.

- En 1999, la construction résidentielle représentait 1,82 % du produit intérieur brut (P.I.B.) canadien. Avec la reprise des mises en chantier depuis 1995, le poids de la construction résidentielle dans l'économie a augmenté légèrement, mais il demeure tout de même beaucoup plus faible qu'il ne l'était durant les décennies 60, 70 et 80. Cette évolution reflète essentiellement celle des mises en chantier, elles-mêmes tributaire du ralentissement de la croissance de la population et de la formation des ménages durant la décennie 1990.
- Le niveau d'emploi dans la construction résidentielle a subi le même sort. Il ne représentait plus que 1,07 % des emplois au Canada en 1998, contre 1,56 % en 1987. La mise en marché de nouveaux matériaux, l'amélioration des techniques de construction et de l'équipement au cours des années a aussi fait diminuer le nombre de travailleurs requis pour la construction résidentielle en haussant leur productivité.
- Mais au delà de son apport contributif à l'économie nationale, l'importance de la construction résidentielle comme donnée économique réside dans l'information qui est rattachée. La mise en chantier est le symbole par excellence de la formation de ménage et par extension, de la consommation de biens et de services. Il s'agit aussi de l'une des seules données économiques qui soit disponible mensuellement à l'échelle locale à travers le pays.
- Les utilisateurs des données sur les mises en chantier ont en main un excellent outil leur

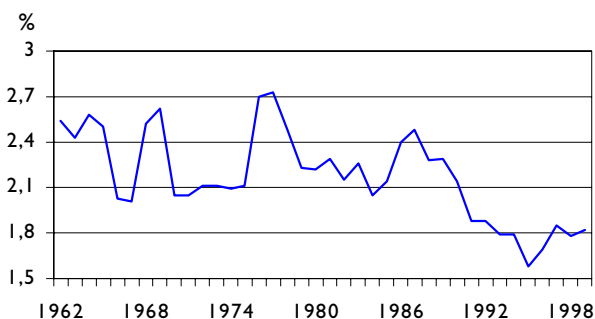
Construction résidentielle

| Province | % du PIB, 1999 | % des emplois 1998 |
|--------------|-------------------|-----------------------|
| Terre-Neuve | n.d. | 1,3 |
| I.-P.-E | 1,9 | 1,3 |
| N.-Écosse | 1,7 | 1,1 |
| N.-Brunswick | 1,5 | 1,3 |
| Québec | 1,7 | 0,9 |
| Ontario | 1,9 | 1,1 |
| Manitoba | 1,2 | 1,0 |
| Sask. | 1,2 | 0,9 |
| Alberta | 1,8 | 1,0 |
| C.-B. | 2,2 | 1,3 |

Sources : Tendances logement SCHL et Statistique Canada

permettant de prévoir d'où viendra la demande de biens et de services aussi divers que les électroménagers ou le bois traité, les nouvelles écoles ou les magasins d'alimentation et les nouveaux prêts hypothécaires. Grâce aux multiples dimensions d'information que recèlent les mises en chantier, les utilisateurs peuvent connaître le profil de leurs clients dans les pôles de croissance urbains et mieux planifier l'offre de leurs produits.■

Part de la construction résidentielle dans l'économie canadienne



Sources : Tendances logement SCHL, Statistique Canada

Méthodologie

1. Les données proviennent des Comptes nationaux publiés par Statistique Canada. L'expression *construction résidentielle* se limite aux dépenses engagées pour les mises en chantier de nouveaux logements et ne comprend pas les dépenses en rénovation et pour les réparations.
2. Les données sur l'emploi proviennent d'une compilation spéciale faite à partir de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

Prévisions 2001-2002 : la phase d'expansion se poursuit

Malgré le ralentissement économique prévu par la plupart des observateurs, les marchés de l'habitation au Canada devraient poursuivre leur croissance.

- Dans notre dernier numéro de **Perspectives SCHL du marché de l'habitation** nous prévoyons que les mises en chantier s'élèveront à 158 400 en 2001 et à 164 300 en 2002, en raison de la croissance de l'emploi et des revenus, des inventaires neufs et existant très bas et de la hausse de la migration. Ces facteurs positifs seront amplifiés par le recul des taux hypothécaires cette année, et ce, en dépit du ralentissement de la croissance économique.
- Après avoir légèrement augmenté en 2000, les

reventes croîtront de 2,4 % en 2001 et de 0,4 % en 2002, allant de record en record. Cette année, l'activité la plus intense aura lieu en Ontario, au Québec et en C.-B.

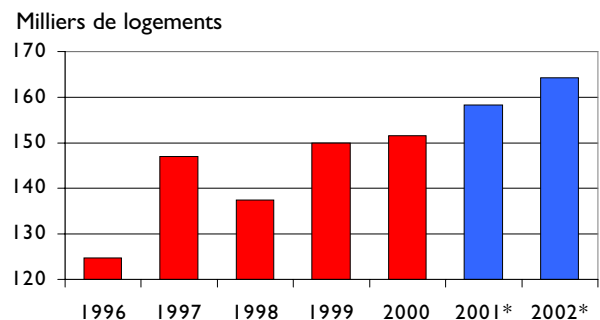
- Cette année, on prévoit que le prix des logements existants progressera à un rythme avoisinant celui de l'an dernier. Ainsi, les prix devraient monter d'environ 4,1 %, en 2001 avant de croître un rythme plus lent de 2,9 % en 2002. ■

Détail des prévisions

| | 2000 | 2001* | 2002* |
|--------------------------------|---------|---------|---------|
| Mises en chantier | 151 653 | 158 400 | 164 300 |
| Nombre de reventes (e) | 336 414 | 344 400 | 345 800 |
| Prix de revente moyen (\$) (e) | 164 386 | 171 100 | 176 100 |

Sources : Tendances logement SCHL, Association canadienne de l'immeuble (e) : estimé

Mises en chantier au Canada



Source : Tendances logement SCHL. *Prévisions

Marché de l'habitation en 2001 : les risques prévisibles

Malgré la robustesse des facteurs fondamentaux, voici des éléments qui pourraient faire dévier la performance attendue des marchés de l'habitation en 2001.

- Même si tout semble indiquer que l'économie canadienne est solide, le risque le plus important à l'échelle du pays demeure une **récession aux États-Unis** cette année. L'impact sur nos exportations dans plusieurs secteurs industriels et les emplois qui en découlent jetterait inévitablement une douche froide sur la **confiance des consommateurs** canadiens et sur leur capacité à investir dans l'immobilier résidentiel.
- À l'échelle régionale, la possibilité de **conflits et d'arrêts de travail** pourrait se préciser alors que plusieurs métiers de la construction renouvelleront leur contrats de travail cette année. Comme on l'a vu en 2000, les grèves peuvent avoir un impact majeur sur les mises en chantier à court terme.
- Dans plusieurs provinces on suivra avec attention les conséquences de la **fin de l'accord commercial sur le bois d'oeuvre** avec les États-Unis le 31 mars prochain. L'adoption du libre-échange pur et simple serait favorable aux exportateurs canadiens. L'imposition de droits compensatoires par les États-Unis pourrait faire mal à certaines régions dont l'économie dépend fortement de l'industrie forestière.
- La baisse des taux d'intérêt et des impôts arrive à point, car le **niveau d'endettement des consommateurs** canadiens demeure près du niveau record de 100 % du revenu disponible des ménages ce qui, en cas de ralentissement de l'économie et de pertes d'emplois, constitue un risque majeur pour les marchés de l'habitation. ■

La baisse cyclique des taux hypothécaire va continuer

La hausse des prix des maisons est atténuée par la hausse des revenus et la baisse des taux hypothécaires.

- Les perspectives relatives aux conditions de crédit demeurent favorables alors que les taux hypothécaires à un an, trois ans et cinq ans se situeront respectivement dans les fourchettes suivantes au cours de la prochaine année : 6,50 %-7,25 %; 6,75 %-7,50 % et 7,00 %-7,75 %.
- La baisse de la confiance des consommateurs et de la production manufacturière, la chute des marchés boursiers et l'inflation modérée militent pour des taux plus faibles au États-Unis en 2001. Évidemment, cette situation permettra aux taux d'intérêt et aux taux hypothécaires canadiens de diminuer. La détente des taux au Canada sera cependant moins rapide et moins prononcée étant donnée la robustesse de l'économie canadienne.
- Le risque principal associée à cette prévision réside dans la possibilité que la déccélération de l'économie nord-américaine soit plus prononcée que prévue ce qui exercerait davantage de pression à la baisse sur les taux. ■

| Taux hypothécaires | | | |
|--------------------|-------------|-------------|-------------|
| Année/trimestre | 1 an | 3 ans | 5 ans |
| 2000:1 | 7.63 | 8.25 | 8.48 |
| 2000:2 | 8.03 | 8.33 | 8.52 |
| 2000:3 | 7.90 | 8.10 | 8.25 |
| 2000:4 | 7.83 | 8.00 | 8.15 |
| 2000 | 7.85 | 8.17 | 8.35 |
| 2001:1 | 7.15 | 7.45 | 7.62 |
| 2001:2 | 6.87 | 7.17 | 7.39 |
| 2001:3 | 6.68 | 7.00 | 7.22 |
| 2001:4 | 6.22 | 6.82 | 7.10 |
| 2001 | 6.81 | 7.11 | 7.33 |

Source : Tendances logement SCHL

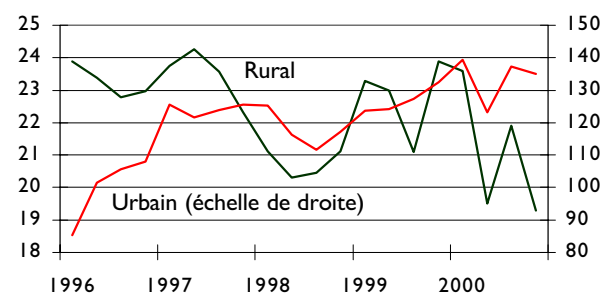
Mises en chantier en milieu rural : pourquoi cette faiblesse?

Les mises en chantier dans les régions rurales a chuté brusquement à la fin de 2000.

- Durant deux trimestres l'an dernier, les mises en chantier en milieu rural sont tombées sous la barre des 20 000 unités en données désaisonnalisées et annualisés (DDA). Cette situation a été déterminante dans notre légère surestimation des mises en chantier en 2000. N'eût été de la faiblesse des mises en chantier rurales, les résultats finaux auraient été conformes à nos prévisions.
- Il y a plusieurs raisons à la diminution des mises en chantier en milieu rural, dont les suivantes :
 1. Il n'est pas surprenant que la part relative des mises en chantier rurale diminue étant donné que l'espace rural se rétrécit de plus en plus avec l'expansion territoriale des centres urbains d'un recensement à l'autre.
 2. Il est aussi évident que la croissance de l'économie urbaine est plus grande que celle de l'économie rurale et cette dernière ne génère pas une demande de logement proportionnelle à son niveau de croissance.
 3. Il semble qu'une partie de la demande de logement en milieu rural et particulièrement dans les régions de villégiature, où l'occupation est non-traditionnelle, échappe à l'estimation. Puisque la vocation de ces logements n'est pas celui d'une résidence principale ils ne sont pas comptabilisés par les relevés servant de base aux estimations. ■

Mises en chantier urbaines et rurales

Milliers de logements



Source : Tendances logement SCHL

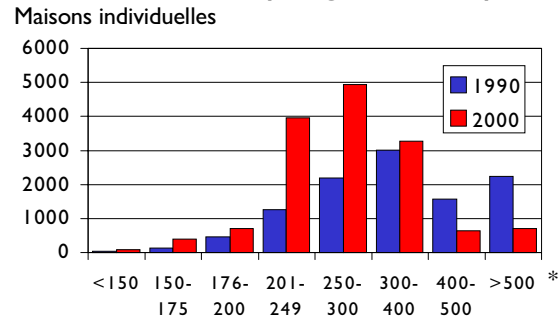
Maisons neuves : la demande se recentre sur certaines gammes de prix

Depuis 1990, la distribution de la demande pour les maisons neuves individuelles par gamme de prix s'est plus ou moins comprimée selon les régions métropolitaines. Coup d'oeil sur trois marchés.

- Au gré de la conjoncture économique locale, la distribution de l'écoulement des maisons individuelles neuves, selon la gamme de prix, a beaucoup varié entre 1990 et 2000. D'un centre urbain à l'autre, les conditions locales se sont juxtaposées aux facteurs économiques fondamentaux. De façon générale, l'inflation a joué un rôle important en haussant le niveau général des prix pour les logements neufs. La hausse de la capacité de payer sous l'effet d'une augmentation des revenus, de la richesse, ou de meilleures conditions de financement a permis aux acheteurs de s'ajuster.
- Ceci dit, il est aujourd'hui beaucoup plus difficile de trouver une maison individuelle neuve dans les grandes régions métropolitaines pour moins de 100 000 \$. Ce créneau de marché est maintenant occupé par les appartements en copropriété ainsi que les maisons jumelées et en rangée. Par exemple, à Halifax, le nombre de maisons neuves écoulées à un prix en deçà de 100 000 \$ a diminué de près de 90 % entre 1990 et 2000. Dans la métropole de l'Atlantique, la gamme de prix la plus populaire est maintenant celle allant de 150 000 \$ à 175 000 \$.
- Le déplacement de la demande vers des gammes de prix plus élevées fut aussi observé à Toronto, mais avec ceci de particulier, une baisse de la demande pour les propriétés de plus de 400 000 \$. Par rapport à la phase de croissance de la fin des années 1980, les acheteurs sont semble-t-il plus prudents et mieux informés face à l'achat d'une maison et ils ont appris de la flambée et de la chute des prix qui s'en suivit.

Toronto

écoulement par gamme de prix

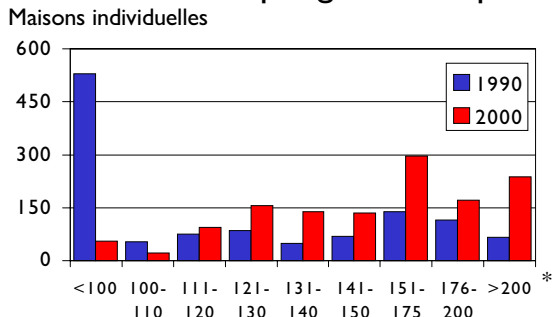


Source : Tendances logement SCHL
*En milliers de \$

- Pour sa part, Vancouver connaît un creux cyclique au niveau de son marché de l'habitation et une baisse importante de la demande totale. Toutefois, Vancouver parvient à se différencier des autres marchés par le maintien de la prépondérance des gammes de prix supérieures. En 2000, seulement 24 maisons individuelles y ont été vendues en deçà de 200 000 \$.
- En plus des conditions économiques, l'écoulement par gamme de prix évolue en fonction des types de produits offerts par les constructeurs, de la concurrence et des politiques locales de développement urbain. Une analyse plus fine des tendances en matière de demande pour les logements neufs peut-être obtenue en contactant l'analyste de marché local de la SCHL.■

Halifax

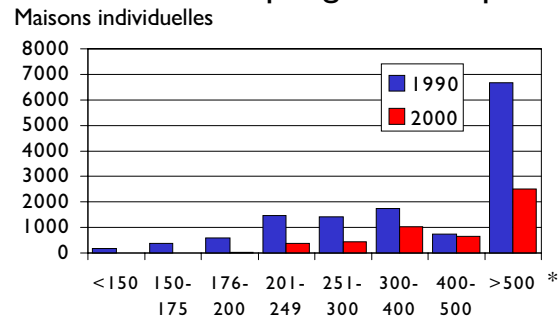
écoulement par gamme de prix



Source : Tendances logement SCHL
*En milliers de \$

Vancouver

écoulement par gamme de prix



Source : Tendances logement SCHL
*En milliers de \$

Données sur le marché de l'habitation pour le mois courant

| | 2000 | T2:00 | T3:00 | T4:00 | M11:00 | M12:00 | M1:01 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Mises en chantier, logements, milliers | | | | | | | |
| Canada, Total, toutes régions | 151.7 | 141.8 | 156.6 | 154.2 | 152.7 | 145.0 | 174.1 |
| % | 1.1 | -11.7 | 10.4 | -1.5 | -7.6 | -5.0 | 20.1 |
| Canada, total, régions rurales | 20.6 | 19.5 | 21.9 | 19.3 | 19.3 | 19.3 | 19.1 |
| % | -9.9 | -17.4 | 12.3 | -11.9 | 0.0 | 0.0 | -1.0 |
| Canada, total, régions urbaines | 131.1 | 122.3 | 134.7 | 134.9 | 133.4 | 125.7 | 155.0 |
| % | 3.1 | -10.7 | 10.1 | 0.1 | -8.6 | -5.8 | 23.3 |
| Canada, individuels, régions urbaines | 74.4 | 73.0 | 73.2 | 74.9 | 77.5 | 73.9 | 78.2 |
| % | 2.1 | -8.2 | 0.3 | 2.3 | 5.6 | -4.6 | 5.8 |
| Canada, collectifs, régions urbaines | 56.7 | 49.3 | 61.5 | 60.0 | 55.9 | 51.8 | 76.8 |
| % | 4.4 | -14.1 | 24.7 | -2.4 | -23.0 | -7.3 | 48.3 |
| Terre-Neuve, total, toutes régions | 1.5 | 1.4 | 1.6 | 1.5 | 1.2 | 1.5 | 1.1 |
| % | 6.4 | -17.6 | 14.3 | -6.2 | -33.3 | 25.0 | -26.7 |
| Île-du-Prince-Édouard, total, toutes régions | 0.7 | 0.5 | 0.7 | 0.9 | 0.8 | 1.0 | 0.8 |
| % | 15.3 | -50.0 | 40.0 | 28.6 | -27.3 | 25.0 | -20.0 |
| Nouvelle-Écosse, total, toutes régions | 4.4 | 4.4 | 4.4 | 3.7 | 3.4 | 4.7 | 5.7 |
| % | 4.3 | -25.4 | 0.0 | -15.9 | 6.2 | 38.2 | 21.3 |
| Nouveau-Brunswick, total, toutes régions | 3.1 | 2.3 | 3.6 | 2.9 | 3.6 | 2.2 | 3.7 |
| % | 11.0 | -50.0 | 56.5 | -19.4 | 28.6 | -38.9 | 68.2 |
| Québec, total, toutes régions | 24.7 | 22.9 | 26.0 | 26.0 | 28.3 | 23.0 | 25.7 |
| % | -4.1 | -12.3 | 13.5 | 0.0 | 5.6 | -18.7 | 11.7 |
| Ontario, total, toutes régions | 71.5 | 63.4 | 74.7 | 72.7 | 70.1 | 68.9 | 83.0 |
| % | 6.4 | -18.4 | 17.8 | -2.7 | -11.5 | -1.7 | 20.5 |
| Manitoba, total, toutes régions | 2.6 | 2.8 | 2.5 | 2.6 | 2.5 | 2.7 | 2.7 |
| % | -18.3 | 21.7 | -10.7 | 4.0 | -10.7 | 8.0 | 0.0 |
| Saskatchewan, total, toutes régions | 2.5 | 2.6 | 2.6 | 2.3 | 2.6 | 1.6 | 2.0 |
| % | -18.6 | 13.0 | 0.0 | -11.5 | 0.0 | -38.5 | 25.0 |
| Alberta, total, toutes régions | 26.3 | 26.2 | 27.4 | 26.1 | 27.4 | 26.3 | 28.9 |
| % | 3.2 | 2.3 | 4.6 | -4.7 | 11.8 | -4.0 | 9.9 |
| Colombie-Britannique, total, toutes régions | 14.4 | 15.3 | 13.1 | 15.5 | 12.8 | 13.1 | 20.6 |
| % | -11.6 | 15.0 | -14.4 | 18.3 | -37.6 | 2.3 | 57.3 |

SOURCE : SCHL.

Toutes les données sont désaisonnalisées à un taux annuel, celles du mois le plus récent sont préliminaires.

% : variation en pourcentage par rapport à la période précédente.

Mises en chantier, régions urbaines*

| | 2000 | T2:00 | T3:00 | T4:00 | MI1:00 | MI2:00 | MI:01 |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|-------|
| Canada | 131.1 | 122.3 | 134.7 | 134.9 | 133.4 | 125.7 | 155.0 |
| Terre-Neuve | 1.0 | 1.0 | 1.1 | 1.1 | 0.8 | 1.1 | 0.8 |
| Île-du-Prince-Édouard | 0.4 | 0.3 | 0.4 | 0.5 | 0.4 | 0.6 | 0.5 |
| Nouvelle-Écosse | 3.0 | 3.1 | 3.0 | 2.3 | 2.0 | 3.3 | 4.0 |
| Nouveau-Brunswick | 2.0 | 1.6 | 2.1 | 1.9 | 2.6 | 1.2 | 3.0 |
| Québec | 19.9 | 17.8 | 22.3 | 20.8 | 23.1 | 17.8 | 20.7 |
| Ontario | 67.4 | 59.4 | 70.0 | 69.7 | 67.1 | 65.9 | 79.6 |
| Manitoba | 1.5 | 1.5 | 1.6 | 1.4 | 1.3 | 1.5 | 1.6 |
| Saskatchewan | 1.9 | 2.0 | 2.1 | 1.5 | 1.8 | 0.8 | 1.7 |
| Alberta | 21.5 | 22.5 | 21.1 | 22.4 | 23.7 | 22.6 | 24.2 |
| Colombie-Britannique | 12.4 | 13.1 | 11.0 | 13.3 | 10.6 | 10.9 | 18.9 |

*Données désaisonnalisées et annualisées (DDA)

Principaux indicateurs du marché de l'habitation

| | 2000 | T2:00 | T3:00 | T4:00 | MI1:00 | MI2:00 | MI:01 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Logements neufs* | | | | | | | |
| Achevés inoccupés. indiv. et jum. rég. urb. | 6.32 | 6.21 | 6.11 | 6.31 | 6.19 | 6.31 | 6.21 |
| % | 0.24 | -2.31 | -1.61 | 2.95 | 3.18 | 1.91 | -1.58 |
| Achevés inocc.. en bande et app.. rég. urb. | 7.27 | 8.12 | 8.24 | 6.54 | 6.99 | 6.54 | 6.97 |
| % | -8.30 | -0.87 | 1.46 | -20.12 | -10.00 | -6.44 | 6.57 |
| Indice des prix. 1992 = 100 | n.d. | 102.93 | 103.47 | n.d. | 104.25 | n.d. | n.d. |
| % | n.d. | 0.65 | 0.52 | n.d. | 0.27 | n.d. | n.d. |
| Logements existants* | | | | | | | |
| Reventes S.I.A. logements. milliers | 333.70 | 333.05 | 336.24 | 333.39 | 354.01 | 317.57 | n.d. |
| % | -0.61 | -2.58 | 0.95 | -0.88 | 3.94 | -10.29 | n.d. |
| Prix de revente moyen S.I.A. milliers \$ | 164.09 | 162.42 | 164.35 | 166.33 | 166.25 | 165.97 | n.d. |
| % | 3.84 | 0.19 | 1.42 | 1.20 | -1.49 | -0.17 | n.d. |
| Marché hypothécaire | | | | | | | |
| Taux hypothécaire à 1 an. % | 7.85 | 8.03 | 7.90 | 7.83 | 7.90 | 7.70 | 7.40 |
| Taux hypothécaire à 5 ans. % | 8.35 | 8.51 | 8.25 | 8.15 | 8.25 | 7.95 | 7.75 |

SOURCES : SCHL, Statistique Canada, Banque du Canada, Association canadienne de l'immeuble.

% : Variation en pourcentage par rapport à la période précédente

n.d. : Données non disponibles

*Données désaisonnalisées et annualisées